



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale de ROUEN-DIEPPE

Arrêté du 27 DEC. 2024 mettant en demeure la société OLATEIN de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour son établissement implanté Quai des Indes à DIEPPE (76200)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 autorisant et réglementant les activités de la société PROLEIN sise Quai des Indes à DIEPPE (76200) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-076 du 9 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de visite d'inspection du 2 mai 2024 ;
- Vu le rapport de visite d'inspection du 19 juillet 2024 ;
- Vu le plan d'action relatif aux odeurs transmis par OLATEIN en date du 26 juillet 2024 ;
- Vu le porter à connaissance de changement d'exploitant transmis par la société OLATEIN à l'inspection des installations classées en date du 30 septembre 2024 ;
- Vu la réunion du 8 novembre 2024 en présence de riverains, de l'exploitant, d'un représentant de la mairie de Dieppe, d'un représentant d'Atmo Normandie et d'inspecteurs de l'environnement ;
- Vu le rapport de diagnostic des odeurs du site OLATEIN réalisé par la société Osmanthe en date du 26 novembre 2024 ;

- VU le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 06/12/2024 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier électronique en date du 16 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT

qu'il a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées des nuisances relatives aux odeurs générées par l'exploitant OLATEIN (184 signalements Atmo Normandie citant PROLEIN entre le 1er Septembre 2023 et le 31 octobre 2024) ;

que malgré le déploiement d'actions correctives depuis 2022, des nuisances olfactives perdurent ;

que les mesures présentées par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 19 juillet 2024 n'étaient pas suffisantes ;

que l'inspection des installations classées a formulé des demandes complémentaires suite à la visite du 19 juillet 2024 dans le but de diagnostiquer les sources d'odeurs diffuses résiduelles et les solutions adaptées et pérennes pour réduire ces émissions ;

qu'il a été demandé à l'exploitant de porter ses efforts sur la gestion des opérations de nettoyage et sur la conduite des modes d'exploitation dégradés ;

que l'exploitant a présenté un plan d'action relatif aux odeurs en date du 26 juillet 2024 ;

que ce plan d'action prévoit en particulier un meilleur suivi des signalements et des actions sur les sources d'odeurs résiduelles ;

que l'exploitant a fait réaliser un diagnostic olfactif par la société Osmanthe, dont le rapport a été communiqué à l'inspection le 26 novembre 2024 ;

que ce rapport indique que les perceptions olfactives attribuables au site sont significativement plus faibles que lors des campagnes réalisées en 2022 et 2023 ;

que ce rapport précise que les perceptions les plus importantes sur le site sont liées au nettoyage de la cuve de stockage des boues et au pompage de la cuve process trituration ;

que ce rapport indique qu'en l'absence d'opérations de pompage et de nettoyage sur l'installation, l'environnement du site est « peu odorant » avec des perceptions de faible intensité mais qui peuvent toutefois générer une gêne olfactive ;

que ce rapport indique que les perceptions dans l'environnement lors des opérations de pompages et de nettoyages sont nettement plus significatives et constituent un risque élevé de nuisances odorantes susceptibles d'être perçues jusqu'à une distance d'au minimum 250 m des limites de l'installation ;

que ce rapport précise que les odeurs des produits masquants et neutralisants peuvent être perçues à l'extérieur du site ;

que le rapport confirme les conclusions de l'exploitant sur les sources diffuses d'émissions odorantes principales résiduelles ;

que ce rapport préconise des mesures correctives relatives à l'adaptation du process et sa surveillance ;

que lors de la visite du vendredi 8 novembre 2024 en présence des riverains, l'inspection a constaté des odeurs au niveau de la cuve de stockage des boues des centrifugeuses du magasin de stockage de la pulpe de colza ;

que les odeurs constatées ont été identifiées par certains riverains présents lors de la visite du 8 novembre 2024 comme celles ressenties chez eux ;

que les odeurs dont les riverains se plaignent sont à la fois les odeurs liées aux effluents de process mais également aux produits neutralisants et masquants qui sont utilisés en vue de réduire l'impact olfactif ;

qu'il convient d'évaluer la pertinence de l'utilisation de ces produits et leur efficacité en termes de nuisances olfactives chez les riverains ;

que ces constats traduisent un manquement à l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 qui fait obligation à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 ;

qu'il convient de mettre en place des mesures de réduction complémentaires des nuisances olfactives en les traitant en priorité à la source ;

qu'il convient d'encadrer les moyens que doit mettre en œuvre l'exploitant pour réduire les émissions diffuses odorantes ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société OLATEIN de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société OLATEIN, dont le siège social est situé Quai des Indes à DIEPPE (76200), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020, en prenant les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants.

Selon l'échéancier ci-dessous, l'exploitant :

- communique pour le 31 décembre 2025, une procédure relative aux mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre pour assurer le suivi des émissions olfactives et réduire au maximum l'impact olfactif du site, en particulier lors des opérations de nettoyage et de vidange et y compris lors des phases d'essais et d'optimisation des procédés ;
- mène une étude visant à évaluer l'efficacité et la pertinence de l'utilisation des produits masquants et neutralisants mis en œuvre sur l'installation sur les périodes d'hiver et de printemps et communique les résultats de cette étude pour le 30 avril 2025 ;
- met en place au plus tard le 31 mars 2025, un suivi des nuisances olfactives sur son site et dans l'environnement au moyen de nez humains formés aux odeurs caractéristiques de son installation, permettant de lier les caractères odorants avec les sources et de suivre la qualité odorante des émissions de son installation ;
- réalise de manière semestrielle un diagnostic olfactif selon le « langage des nez » à l'intérieur et dans l'environnement de son site (prochaine échéance le 30 avril 2025) ;
- réalise pour le 30 septembre 2025 une étude technico-économique visant à déterminer la ou les solutions à mettre en œuvre pour réduire l'ensemble des odeurs diffuses résiduelles. Cette étude visera en particulier à étudier la faisabilité de ne plus utiliser la cuve de stockage tampon des boues des centrifugeuses/décantation et intégrera un échéancier de mise en œuvre de la ou des solutions retenues dont le délai ne dépassera pas le 31 mars 2026 ;

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de DIEPPE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement de Dieppe, le maire de la commune de Dieppe, la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société OLATEIN.

Fait à ROUEN, le **27 DEC. 2024**

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zohair BOUAOUICHE